

**1 – Êtes-vous prêt à stopper l'investissement massivement inutile dans de nouveaux radars, voire à supprimer tout ou partie de ces appareils répressifs déjà existants ?**

L'utilisation de radars fixes doit relever du bon sens et répondre à la seule exigence de sécurité des automobilistes et des personnes, et leur installation doit se faire dans des conditions plus transparentes, pourquoi pas en concertation avec les élus locaux. Ils sont en effet les mieux à même d'évaluer la dangerosité des sites.

**2 – Considérez-vous qu'il faille mettre fin à ces nouvelles mesures répressives ? (vidéo-verbalisation à distance, privatisation des voitures-radars)**

Concernant les radars mobiles, j'ai pris position fermement contre leur privatisation. Pour soulager la pression sur les automobilistes, j'instaurerai un sursis dans le permis à points, en créant une franchise d'infraction pour les excès de vitesse inférieurs à 10 km par heure : le point est retiré et l'amende payée seulement si une deuxième infraction est constatée dans le trimestre suivant la première infraction. À l'inverse, je durcirai les peines pour les multirécidivistes et les chauffards conduisant sous l'emprise de substances illicites.

**3 – Êtes-vous prêt à renoncer définitivement au projet d'abaissement de la vitesse à 80km/h sur les routes nationales et départementales ?**

La politique du tout-répressif doit être abandonnée et je ne vois pas de raison à l'heure actuelle d'abaisser abusivement les limitations de vitesse alors que les nouvelles technologies progressent, accroissent la maîtrise des véhicules et aident à une meilleure gestion des flux de circulation.

**4 – Considérez-vous ces dispositions comme une atteinte à nos libertés publiques, et êtes-vous prêt à vous y opposer ?**

Les dérives réglementaires de l'Union européenne sont en effet très inquiétantes pour les libertés publiques de nos compatriotes. Je repense à cette phrase de Georges Pompidou qui appelait à « arrêter d'emm... les Français »... Force est de constater que des décennies plus tard, c'est bien l'inverse que font nos dirigeants et les technocrates bruxellois. Je m'opposerai donc bien évidemment à l'installation de ces « boîtes noires » dans les véhicules des Français.

**5 – Êtes-vous d'accord pour affirmer que l'entretien et l'amélioration du réseau routier doivent redevenir une priorité, en vous engageant notamment à réaffecter les sommes jusqu'ici allouées aux radars à l'entretien du réseau ?**

La baisse des dotations des collectivités locales a eu un effet néfaste sur l'état de nos routes. Je veux rompre avec cette politique récessive qui empêche que nous menions une vraie politique d'aménagement du

territoire. Cette politique dangereuse réduit notre capacité à investir dans les infrastructures routières, au détriment de la sécurité des Français et de leurs libertés fiscales (si l'on songe à la prolifération de radars automatiques sur nos routes).

**6 – Afin de mieux comprendre et prévenir les accidents de la route, êtes-vous favorable à la réactivation du programme « Enquêtes comprendre pour agir » enquêtes systématiques menées par un réseau d'experts, permettant de déterminer les causes exactes d'un accident) ?**

L'impératif de transparence doit guider l'action publique, et je serai le président de la moralisation de la vie politique. Je réactiverai donc le programme « Enquêtes comprendre et agir » pour que les Français puissent juger en toute connaissance des informations qui guident l'action de leurs représentants et l'élaboration des lois.

**7 – Soutenez-vous la mise en place d'une politique encourageant les solutions innovantes pour réduire la pollution, plutôt que des mesures punitives, qui pénalisent de nombreux Français sans avoir fait la preuve de leur efficacité ?**

Oui, je penche nettement en faveur des mesures incitatives plutôt que contraignantes. Les Français n'ont plus à payer les lubies des politiciens. Si la transition énergétique est nécessaire, elle doit accompagner les Français et non se faire à leur détriment ; en cela, les nouvelles technologies offrent des perspectives bien plus intéressantes que les politiques restrictives sans aucune vision prospective. Prenons l'exemple des villes intelligentes dont il faut accompagner le développement. En plus d'apporter des solutions aux problèmes environnementaux auxquels nous devons répondre, leur émergence peut être un formidable levier pour l'emploi dans notre pays et nos entreprises. L'accès aux marchés publics sera facilité par un « Buy French Act » à la manière des États-Unis : réserver une large proportion d'achats publics (75%) minimum aux entreprises françaises. Il est regrettable que Montpellier ait fait appel à IBM, Valenciennes à Huawei, alors que la France compte tant d'entreprises qui s'exportent, comme Aubrilam, Delta Neu ou encore Acreos.

**8 – Que proposez-vous pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les propriétaires de véhicules diesel face à ces nouvelles mesures punitives (interdiction de circuler dans certaines villes, baisse de la valeur de leur véhicule...) ?**

La politique du gouvernement et de la mairie de Paris à l'égard du Diesel et des classes moyennes est proprement scandaleuse. Je propose au contraire un vaste plan de remplacement des 10 millions de véhicules les plus énergivores, sans sanctionner de manière injuste les Français, mais par le biais d'un bonus pour l'acquisition d'un véhicule consommant moins de 3l/100 km. L'État investira un milliard d'euros par an pour cette mesure. La prime ne serait pas renouvelée pour une nouvelle acquisition. Pour accompagner ce remplacement massif de véhicules, il faudra bien-sûr accélérer la mise en place de bornes de recharge rapide pour les voitures électriques : j'établirai un objectif d'une borne de recharge pour chacune des 11 000 stations-services d'ici la fin du quinquennat.

**9 – Quelle vision de la sécurité routière défendez-vous ?**

Je veux sortir de la logique répressive qui a guidé la politique du dernier gouvernement socialiste. Les enjeux environnementaux et technologiques peuvent être un formidable levier pour l'emploi et l'amélioration du cadre de vie des Français. Je suis le candidat de la fin du matraquage fiscal des Français et veux porter dans cette élection une vision à long terme de l'avenir de notre pays. Accompagnons les progrès technologiques qui permettront demain de réduire les accidents de la route et de sauver notre environnement, plutôt que d'en demander toujours plus aux Français qui paient pour les erreurs de leurs gouvernants.